

## JUSTICE: UN RICHE SAOUDIEN DÉCÉDÉ FAIT PARLER DE LUI!

Par [Mohamed Chakir Alaoui](#) le 06/05/2014 à 00h00 (mise à jour le 06/05/2014 à 00h19)



© Copyright : DR

Kiosque360. Rebondissement dans l'affaire du richissime saoudien, décédé en 2007, avec l'apparition de nouveaux éléments. Ses héritiers saisissent la justice.

Rebondissement dans l'affaire du richissime saoudien, décédé en 2007, avec l'apparition de nouveaux éléments. Pour rappel, cette affaire implique le directeur de la succursale marocaine de la compagnie aérienne saoudienne. Ce dernier est ainsi interdit de quitter le Maroc suite à une plainte déposée par les héritiers du milliardaire saoudien enterré en Arabie saoudite. Dans son édition de ce mardi 6 mai, Assabah précise ainsi que les ayants droit accusent ce directeur **d'escroquerie, de faux et d'usage de faux**. Le mis en cause aurait en effet, selon le journal, usé de procédés illégaux, allant jusqu'à établir des documents de vente d'appartements au nom du défunt milliardaire saoudien. Des différends ont par la suite éclaté entre les acquéreurs et le "faux vendeur", au point qu'un tribunal de Casablanca en est arrivé à inviter le défunt "milliardaire à accomplir et conclure les transactions de vente".

Un verdict a, dans ce sens, ordonné au conservateur de Sidi Bernoussi d'enregistrer et immatriculer "ces biens immobiliers et établir un nouveau titre foncier global du complexe". Ce dernier a été bâti sur six parcelles immatriculées au nom du saoudien dont l'âme repose en Arabie saoudite, a poursuivi le journal. En 2012, cette même conservation de Sidi Bernoussi foncière a agi à la demande de ce feu saoudien qui souhaitait lever des hypothèques sur les terrains litigieux. Le falsificateur présumé utilisait une procuration que lui aurait établi, de son vivant, le milliardaire. Mais les onze héritiers de celui-ci contestent ce document et ont alerté la justice et la conservation foncière en dénonçant l'escroquerie qui a découlé des transactions litigieuses. **Cette affaire rappelle celle de biens immobiliers de Casablanca où des étrangers, notamment français, s'étaient vus dépossédés par des escrocs.**